

COMPTE RENDU DE THÈSE

BIEN GÉRER LES “ESPACES DE NATURE”, UNE ÉTHIQUE DU FAIRE AVEC PROPOSITIONS POUR UNE GÉOGRAPHIE DES ASSOCIATIONS HÉTÉROGÈNES

CLAIRE TOLLIS

THÈSE DE DOCTORAT EN GÉOGRAPHIE, UNIVERSITÉ DE GRENOBLE, LABORATOIRE PACTE-TERRITOIRE

DIRIGÉE PAR PHILIPPE BOURDEAU ET ROMAIN LAJARGE

(SOUTENUE LE 10 DÉCEMBRE 2012)

[clairetollis@gmail.com]

Cette thèse propose d'analyser la gestion de quatre “espaces de nature”, dans un contexte où les acteurs ont à “écologiser” leurs pratiques, c'est-à-dire à prendre en compte un nombre croissant d'êtres, de choses et de phénomènes. Comme pour signifier que quelque chose était en train de changer dans leur manière de prendre soin de ces espaces dédiés à la “nature”, les gestionnaires qualifiaient leurs actions de “responsable”, d’“éthique”, de “durable” ; ils mettaient en avant ce que nous avons appelé des pratiques “éthiquetées”. Quatre initiatives en particulier ont été suivies dans la thèse : la suppression progressive de l'usage des

produits phytosanitaires dans les parcs et jardins de la ville de Grenoble, le nettoyage des décharges sauvages dans le parc naturel régional de la Chartreuse par un “collectif citoyen”, l'aménagement ou plutôt le ménagement du site du pont d'Espagne, porte d'entrée du parc national des Pyrénées, et l'instauration de quotas à l'entrée de la *Mount Jefferson Wilderness* (espace de “nature sauvage” du mont Jefferson), en Oregon. Il s'agissait de saisir ces projets comme autant de façons modestes de (bien) répondre à des impératifs plus larges : protéger la nature, respecter l'environnement et accueillir convenablement des publics toujours plus nombreux et exigeants.

La première partie de ce travail est très théorique : nous nous attachons à construire et détailler le cadre d'une réflexion qui mêle des notions de philosophie (l'éthique, notamment, mais aussi la nature), de sociologie (l'individu et le collectif sont intrinsèquement mêlés) et de géographie (quels sont les espaces de la “nature”, n'est-elle pas partout ?). L'éthique est présentée comme un objet géographique, à condition de la saisir dans sa forme actée, le “bien faire”. Ainsi appréhendée, elle se donne à voir comme un processus dans lequel l'espace joue à plein : les espaces publics consacrés à la “nature” peuvent être mobilisateurs et révélateurs du soin

qu'on leur porte. À la fin de cette partie, le parti est pris de ne pas juger de la moralité des pratiques de gestion, mais plutôt de tenter de comprendre pourquoi les acteurs évaluent leurs pratiques comme "éthiques" et comment ils procèdent dans leurs activités.

Que représente une "bonne gestion" des espaces naturels du point de vue des acteurs qui en ont la charge ? Pour répondre à cette question, nous avons suivi les acteurs sur le terrain (32 journées d'observation directe ou participante) et procédé à des entretiens semi-directifs (76 interviews d'une heure et douze minutes, en moyenne). Pour compléter, nous avons analysé des documents d'archives (lettres de plainte, comptes rendus de réunion, plans d'aménagement, communication interne et externe) et sommes allée à la rencontre de différents publics de visiteurs à l'aide de mini-questionnaires (187).

Nous avons souhaité valoriser le foisonnement de données permis par ce travail approfondi d'enquête. Pour cette raison, la deuxième partie de notre thèse est méticuleusement descriptive, ce qui la rend également très longue (350 pages). Chaque terrain est traité comme une unité de sens. De nombreux extraits de matériau brut sont proposés. Le discours des gestionnaires occupe près d'un tiers de la surface noircie, ce qui est apparu légitime mais n'est pas répandu dans les travaux doctoraux. Nous voulions que les cher-

cheurs, étudiants et acteurs qui lieraient notre thèse puissent se nourrir de ces discours pour, éventuellement, se forger leur propre avis. Ainsi, pour chacune des quatre initiatives de gestion "décortiquées", il est possible d'entrer en partie dans le monde qui l'a fait naître et se dérouler. On cerne mieux ce qui compte pour les acteurs, et ainsi il est possible de comprendre de quel(s) point(s) de vue ce qu'ils font est "bien". La dernière partie de la thèse puise dans le matériau de la seconde pour croiser les données et faire émerger des outils conceptuels à même de cerner les difficultés, les solutions mais surtout les détours pris par les gestionnaires pour remplir leur mission.

Un terrain se détache clairement des trois autres, celui du pont d'Espagne (parc national des Pyrénées) où les acteurs chargés du projet d'aménagement "éthiquettent" leur réalisation tout en continuant à faire comme d'habitude (*business as usual*). Les entités "naturelles" leur posent des contraintes qui ne sont considérées que dans leur aspect technique. Il ne s'agit pas de dire qu'ils ont "mal fait" ou "mal géré" (les résultats du mini-questionnaire montrent que l'aménagement est un succès du point de vue des touristes), mais les gestionnaires ne se servent pas de cette opération comme d'une occasion de changer de relations avec les touristes, les riverains, ou même avec l'espace dont ils ont la charge. En

revanche, dans les trois autres cas étudiés, les gestionnaires font autrement. Ils tissent de nouvelles relations avec le public, mais aussi avec une multiplicité de choses.

De nouveaux publics sont associés à la gestion des "espaces de nature". Sur ces terrains, les gestionnaires expérimentent (ils font différemment, à tâtons, ils négocient ce qu'est et ce que devrait être un "espace de nature"). Les parcs et jardins ne sont plus des faits (politiques, scientifiques, éthiques) indiscutables. On compte sur ces nouveaux publics pour participer à la gestion (prise de décision mais aussi actions concrètes comme le ramassage des déchets, par exemple). Certaines personnes viennent aussi rappeler (en apostrophant les gestionnaires sur le terrain, en écrivant des lettres ou des pétitions) que bien traiter la "nature" ou l'"environnement" ne peut se faire au détriment du bien-être et du bon accueil des visiteurs (dans la *Mount Jefferson Wilderness*) ou l'esthétique (dans les parcs et jardins de Grenoble). Ces manifestations spontanées du public ne sont pas vues comme des contraintes par les responsables : ils les considèrent comme des indicateurs de la "bonne" gestion qu'ils visent.

Dans cette dynamique, le moteur de ces mobilisations citoyennes n'est pas l'attachement à un espace en particulier mais un attachement à agir, à agir ensemble. Les gestionnaires comptent aussi – et nous ne nous y attendions pas – sur certains

êtres qui ne sont pas humains (les insectes auxiliaires enrôlés pour lutter contre les ravageurs des plantes sont l'exemple le plus parlant de ce changement), ainsi que sur des objets divers (des panneaux, un site internet, des instruments de mesure, des banderoles). La responsabilité du devenir de ces trois espaces (sur quatre) est ainsi partagée. Elle n'est plus réservée aux gestionnaires, une partie de cette responsabilité est allouée à d'autres acteurs, à d'autres entités. Des associations hétérogènes se dessinent.

D'un point de vue moral, les terrains mettent au jour une multiplicité de demandes auxquelles les gestionnaires sont sommés de répondre. Les acteurs font état de certaines concurrences morales (qui sont aussi spatiales) à propos de ce que les "espaces de nature" devraient être. Ils doivent agir et donc choisir ! Surtout, ils ont à rendre leurs choix acceptables. La figure du compromis semble la plus à même d'éclairer le travail d'arbitrage auquel s'adonnent les gestionnaires (dans le cas du pont d'Espagne, on parlera davantage d'arrangements feutrés). Dans le compromis, des concessions morales sont consenties, des dettes morales sont contractées. Les gestionnaires reconnaissent qu'ils ne peuvent répondre à tous : ils ne peuvent pas garantir la solitude à certains sans freiner les activités des autres. Ils ne peuvent pas garantir de l'ombre aux habitants du septième étage en permettant aux habi-

tants du quatrième étage d'avoir de la lumière... Mais ils ne statuent pas une fois pour toutes. C'est dans la répétition des choix que les gestionnaires opèrent, qu'ils parviennent à "bien faire". Ils prennent acte des demandes auxquelles ils n'ont pas répondu, espérant pouvoir les satisfaire au prochain coup. La précarité, les incertitudes liées à leurs choix et à leurs actions sont considérés comme positives. Ils ne sont jamais sûrs d'avoir "bien fait", c'est ce qui donne une dimension proprement éthique à leur façon de prendre en compte un nombre accru de personnes et de choses. L'éthique qu'ils composent, nous l'avons appelée "éthique du faire avec" pour rendre compte de la façon dont les gestionnaires arbitrent entre une pluralité d'intérêts, de représentations, de demandes. Ils doivent faire. Ils répondent par une éthique inclusive. Ils font avec.

Sur les quatre espaces observés, les "espaces de nature" cessent d'être l'échelle pertinente de réflexion et d'action, mais ils se maintiennent : certains discours les font exister ; les publics sont rassurés par le fait que de tels espaces existent, d'autant qu'on leur fait croire que la gestion répond à une logique de "maîtrise", alors que les gestionnaires expérimentent. De nouvelles formes se dessinent néanmoins. Un zonage interne plus ou moins décidé, plus ou moins précaire peut être observé sur les quatre terrains : il pourra être renégocié (sauf dans le cas du

pont d'Espagne, où il semble avoir été décidé une fois pour toutes). Les "espaces de nature" étudiés sont mis en réseaux avec une multiplicité d'autres espaces ou de lieux, ce qui correspond aux espaces de distribution du pouvoir (de la responsabilité) concernant le devenir de ces espaces (des scènes de négociation, d'inquiétude, à l'instar des commissions régionales ou étatiques). En partant de tout petits objets d'enquête, on peut voir que les initiatives observées dessinent *a posteriori* une étendue bien plus grande, étendue qui correspond aux entités mobilisées dans l'action.

L'éthique qui était recherchée à travers cette enquête ne se manifeste que sous forme de fragments d'actions responsables, à des échelles plurielles. Ils vont de l'immédiat et du local (des gestes de soin apportés à certains individus), au lointain, distant dans le temps et dans l'espace (des décisions prises par certains responsables qui se soucient d'un problème ou d'un espace en particulier et qui allouent, par exemple, un budget pour que les gestionnaires puissent s'en occuper). Il semble que ces fragments d'action (et leurs échelles) ne soient pas isolés : ils sont connectés, réticulés, grâce au rôle que jouent les objets (ils gardent des traces, pérennisent les décisions et les actions, les délocalisent).

En conclusion, ces différents résultats nous amènent à suivre, relayer et enrichir les propositions du géographe britannique Jonathan

Murdoch. En 1997, il a construit, à partir des apports de Bruno Latour et Michel Callon, les bases d'une nouvelle géographie. Il part du constat selon lequel la discipline géographique est "travaillée" par des dualismes qui sont préjudiciables à l'analyse des phénomènes socio-spatiaux. Ces dualismes sont liés au découpage moderne, récurrent en géographie, de catégories comme la nature/la culture, le sujet/l'objet, le micro/le macro, l'individu/le collectif. Pour Murdoch, comme pour Latour et Callon, il n'y a pas, d'un côté, la société et, de l'autre, le monde biophysique ou les objets.

Ces entités qui ne sont pas humaines existent à nos côtés et nous connectent dans le temps et dans l'espace. Sans ce type de ressources, les acteurs ne pourraient jamais espérer agir sur autrui. C'est ce que montre l'observation du travail des gestionnaires : sans les comptes rendus de réunion, les banderoles, les ordinateurs, les insectes auxiliaires, les fiches de suivi, les panneaux d'information... les acteurs ne pourraient pas gérer les "espaces de nature". Ainsi, il n'y a pas *une* société qui contrôlerait les "espaces de nature", mais *des* associations dans lesquels humains et non-

humains ont des rôles. Les pratiques de gestion sont à la fois cadrées (par des configurations distantes et globales, et donc des espaces "macro") et inscrites dans des lieux précis (localisées). Les liens entre ces différentes échelles sont tissés, portés et maintenus grâce au rôle que jouent les objets. La gestion des "espaces de nature" est soutenue par une pluralité de relations. De ce point de vue, l'action n'est pas le propre des acteurs mais des associations et la responsabilité de l'action est distribuée le long d'une chaîne d'humains et de non-humains. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Michel CALLON, "Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc", *L'Année sociologique*, n° 36, 1986.

Bruno LATOUR, "The power of associations", dans John LAW (dir.), *Power, Action and Belief. A New Sociology of Knowledge?*, *Sociological Review Monograph*, Keele, 1986.

Bruno LATOUR, "Moderniser ou écologiser ? À la recherche de la Septième Cité", *Écologie politique*, n° 13, 1995.

Jonathan MURDOCH, "Towards a geography of heterogeneous associations", *Progress in Human Geography*, vol. 21, n° 3, 1997.